

Policiers radicalisés : le cauchemar du ministère de l'intérieur; Pénurie de médicaments : comment on en est arrivé à ne plus pouvoir soigner de graves maladies; Afrique : la ruée inéluctable vers l'Europe ?; Sarkozy et sa dent dure contre Wauquiez



Et aussi : Gilbert Collard enregistre ses conversations avec les journalistes; Richard patron d'Orange recrute volontiers les politiques; le congé paternité obligatoire?

Avec Gilles Klein

"Laurent est trop clivant. Moi, je faisais tout pour rassembler la famille, y compris avec des gens que je n'aimais pas" aurait déclaré Nicolas Sarkozy, lors d'un déjeuner dans un restaurant parisien avec une quinzaine de jeunes élus républicains, selon le Point. Et quand on lui a demandé si Wauquiez lui demandait des conseils, Sarkozy aurait répondu ironiquement : "Laurent est trop timide pour ça..."

Collard se méfie des faux journalistes

Quand un journaliste l'appelle, Gilbert Collard, lui demande son nom et précise "Je vais vérifier qui vous êtes sur Internet, et si vous êtes bien celui que vous prétendez être ! Il y a des policiers qui se font passer pour des journalistes" expliquerait Collard selon l'Obs. Et il ajouterait "D'ailleurs, j'enregistre toutes les conversations que j'ai ! Vous voyez, je suis loyal. Comme ça je sais exactement ce dont nous avons parlé."

Macron lit Ouest France

Emmanuel Macron ne lirait chaque matin, selon l'Express que deux journaux en version papier : le grand quotidien régional Ouest-France, premier quotidien français avec un tirage qui laisse sur place la presse parisienne et L'Equipe. Le président reçoit par ailleurs une synthèse quotidienne de toute la presse et est informé des rebondissements de l'actualité par des alertes sur son portable.

Marlène Schiappa marque des points

La secrétaire d'Etat à l'égalité femmes-hommes, qui avait été chahutée à ses débuts chahutés, à cause de quelques extraits de ses livres qui avaient fait sourire, et de quelques maladroites semble avoir fait des progrès dans l'opinion, en tout cas, celle des médias. Elle avait répliqué aux attaques en estimant que l'on s'en prenait à elle parce qu'elle était "la benjamine du gouvernement (...), venant de quartiers populaires, non-diplômée d'une grande école, femme, de gauche, féministe de surcroît".

Cette semaine Marlène Schiappa a droit à quatre pages dans Le Point, plutôt positives après ses interventions sur les questions de

harcèlement et de sexisme thèmes qui sont à l'ordre du jour depuis quelques semaines.

Le PS à 2,6% à Belfort

Arthur Courtry, 25 ans diplômé de Sciences-Po, a fait un score décevant lors de l'élection législative partielle de Belfort. Il espérait 6% selon l'Obs, ce qui n'était déjà pas exceptionnel, mais il a fait 2,6%...

Orange : 3e mandat pour Richard

Stéphane Richard fera un troisième mandat à la tête d'Orange. Il a su jouer de ses qualités de diplomate : ses barons l'aient car il leur laisse la bride sur le cou, ses salariés saluent son sens du dialogue, et l'Etat apprécie qu'il recrute volontiers ses transfuges (Christine Albanel, Ramon Fernandez, David Kessler...). Par contre, on lui reprocherait de manquer d'ambition à l'international.

Un lycée en état de guerre

Malaise dans un certain nombre d'établissements de l'éducation nationale : un dossier d'une quinzaine de pages avec deux exemples précis. Dans le lycée professionnel Gallieni à Toulouse explique l'Express "les professeurs dénoncent une violence endémique inouïe qui met en danger élèves et personnels. Sans parler des effets sur l'enseignement.". L'hebdo évoque un "rapport du comité d'hygiène et de sécurité de l'Académie, que L'Express s'est procuré, et qui enchaîne sobrement les statistiques de la déroute : de 60 à 80 élèves en suivi judiciaire ; certains en possession d'armes ; 95 % des interrogés (élèves et personnel) victimes de violences...(...) Le tout dans le fracas intermittent des alarmes à incendie, dont les départs sont désormais chroniques". Tout ceci est en effet grave, mais parler de tension permanente semble plus réaliste que d'évoquer un "état de guerre".

L'Express prend un autre exemple du malaise qui règne dans certains établissements, celui du lycée de la Plaine-de-Neaufle, à Trappes : "En trois décennies, l'évolution de ce grand lycée des Yvelines dit tout. Des bons élèves qui se font la malle, de la mixité qui s'étirole, des voitures qui brûlent sur le parking un soir d'émeute, ou encore du grignotage de l'islamisme qu'une minorité intolérante tente d'imposer à la majorité..." Dans leur livre-enquête sur Trappes, Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, grands reporters au Monde, reviennent longuement sur le cas de ce lycée. Marianne s'intéresse aussi à leur livre sur une page.

Policiers radicalisés

"Quelques dizaines de policiers et de gendarmes, soupçonnés de radicalisation islamiste, sont placés sous surveillance" raconte l'Express "Une nouvelle loi doit permettre de les sanctionner, voire de les radier, plus facilement". Le journal cite une affaire récente : le 16 janvier, les services de renseignement ont arrêté un homme de 23 ans qui avait "prêté allégeance au groupe Etat islamique (EI) dans une vidéo tournée, à l'automne dernier, devant un drapeau noir. Sur Internet, il aurait manifesté sa volonté d'acheter d'une arme. Chez lui, « des produits pouvant servir à la confection d'explosifs » ont été découverts. Le suspect est inconnu des services de police. Pas de la gendarmerie. Et pour cause : c'est un ancien gendarme adjoint volontaire"

Cette histoire (et ce n'est pas la seule, nous dit-on, donne corps au pire cauchemar du ministère de l'Intérieur : "un policier ou un gendarme acquis à la cause du djihad qui passe à l'acte, fournissant des renseignements à ses « frères », leur transmettant les noms et adresses de collègues, leur ouvrant les portes de l'armurerie ou dégainant son arme pour faire un carnage, une arme que chacun est désormais autorisé à porter en dehors de ses heures de service".

Le retour de nos djihadistes

"Pas de quartier pour nos djihadistes" titre Valeurs Actuelles avec un dossier d'une douzaine de pages qui s'appuie sur un sondage exclusif réalisé par l'IFOP, selon lequel 82% des Français interrogés souhaitent que les djihadistes soient jugés en Irak et en Syrie. "Dans le détail, l'unanimité ne souffre pas de contestation : les sympathisants des Républicains (92 %), du Front national (89%), de La France insoumise et de La République en marche (78 %), ainsi que ceux du Parti socialiste (66 %) préfèrent tous abandonner les djihadistes à leur sort" ajoute l'hebdomadaire

"Près de 700 islamistes djihadistes pourraient bientôt revenir dans une France qu'ils haïssent et veulent détruire. Les services de l'État, souvent déboussolés, craignent le pire" écrit Valeurs Actuelles "Que faire des revenants? Le système carcéral français, déjà au bord de l'implosion et dépassé par la contagion de l'islamisme, est totalement incapable d'absorber des centaines de djihadistes aguerris." Une question qui intéresse aussi l'Obs qui lui consacre quatre pages, à travers un reportage dans la maison centrale de Vendin-le-Vieil. On y trouvera, entre autres, Salah Abdelsman, seul survivant parmi ceux qui ont commis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, qui y sera transféré avant son procès en Belgique.

Concernant les prisons, selon Valeurs Actuelles "30 % des visiteurs arrivent "chargés", selon un directeur d'établissement. Non fouillés, ils passent simplement sous un portique de détection des objets métalliques, qui ne filtre pas les lames en céramique, les drogues ou certains portables".

Congé paternité obligatoire ?

"Faut-il rendre obligatoire le congé paternité ? Augmenter sa durée ? Le gouvernement vient d'ouvrir la réflexion. Si les pères s'occupaient autant des bébés que les mères, bien des comportements seraient modifiés, et les femmes pourraient enfin prétendre à une réelle égalité professionnelle." estime l'Os qui fait sa Une sur le sujet "Congé paternité, la clé de l'égalité

L'Afrique où se joue l'avenir du monde

La Une et un dossier d'une vingtaine de pages sur l'Afrique dans Le Point. iut n'est pas rose. L'hebdo cite, entre autres, le journaliste Stephen Smith qui a longuement parcouru ce continent. Dans son livre "La rue vers l'Europe" qui sort la semaine prochaine il prédit un raz de marée africain vers le Vieux Continent, à cause de la fragilité économique de l'Afrique. Il doute de l'émergence d'une classe moyenne car la Banque africaine de développement la définirait comme disposant de 2 à 20 dollars.

Si les prévisions démographiques se réalisent, la population africaine atteindra 2,5 milliards d'individus en 2050, et 4 milliards en 2100. Mais l'homme le plus riche de l'Afrique francophone, Baba Danpullo est optimiste : "Je n'ai aucune inquiétude pour l'avenir du continent." entre autres parce que l'Afrique regorge d'innombrables ressources naturelles, sans oublier une population jeune, et de plus en plus éduquée. Même optimisme chez Felwine Sarr, "le penseur du renouveau africain".

Pourtant Le Point souligne que 418,8 millions de personnes vivent actuellement en Afrique dans des conditions d'extrême pauvreté, soit le tiers de la population totale de ce continent. Sans oublier que "L'Afrique ne peut réclamer un droit à la dévastation de l'environnement du simple fait que les autres l'on fait."

Pénuries de médicaments

"Les ruptures de stock sur des traitements essentiels anticancéreux, antibiotiques... atteignent des niveaux inégalés" selon l'Express. Le Dr Yann Neuzillet, chirurgien urologue, parle de "L'Immucyst, indispensable pour prévenir les récives dans les cancers de la vessie, a été livré au compte-gouttes en France entre 2012 et la fin de 2017, avec des conséquences dramatiques pour les malades. « Certains n'ont pas pu recevoir le traitement complet, et ils ont rechuté », déplore le médecin. Au total, près de 700 patients ont dû être réopérés, selon une étude menée par l'Association française d'urologie, avec, pour une centaine d'entre eux, une ablation de la vessie, une intervention très invalidante" Le produit est à nouveau disponible mais "les livraisons s'interrompent de nouveau d'ici à un an."

Pourquoi ces pénuries ? "La plupart de ces produits ont un point commun : il s'agit de médicaments anciens vendus à des prix bas. « Les industriels ne les jugent plus assez rentables à produire. Ils privilégient les molécules innovantes sur lesquelles ils ont des marges énormes, au détriment de ces vieux médicaments tombés dans le domaine public, qui restent pourtant incontournables pour soigner nos malades"

Et ce n'est pas tout : cette pénurie peut permettre d'obtenir des hausses de prix exagérées. Un seul exemple en France pour l'instant, aussi dans le domaine de la chimiothérapie : "« La carmustine, vendue 38 euros le flacon, a été manquante pendant un an. Elle a fini par réapparaître, mais à 900 euros la dose ! Depuis, il y a eu de nouvelles ruptures, et finalement le produit est revenu, à 1 405 euros le flacon »".

La solution ? Inciter les industriels à relocaliser une partie de leur production en France ou, en Europe, pour les produits les plus critiques", Même souci aux USA où "près de 300 centres hospitaliers viennent d'annoncer qu'ils s'associaient pour créer leur propre laboratoire pharmaceutique. A but non lucratif."

Les métiers qui vont disparaître

On en parle beaucoup, en ce moment (trop ?) : "Ce que change l'intelligence artificielle Les métiers qui vont disparaître et ceux qui vont émerger" C'est la Une de Marianne. Mais il y a Axel KAhn, (interview de 4 pages) pour qui "Le génie humain survivra à l'intelligence artificielle" qui permet de conclure cette revue de presse sur une pointe d'optimisme.